



Le Président reste sourd à nos revendications lors de la grève du 07 décembre, La CGT claque la porte du CHSCT...

Suite au dépôt d'un préavis de grève local pour **l'ensemble des agents de la collectivité**, pour la période du 07 au 31 décembre 2021, le Président, comme la loi l'oblige, nous a reçu le lundi 06 décembre.

Lors de cette réunion, dite de « négociation », le Président n'a, à aucun moment, abordé nos principales revendications comme la création de poste, l'octroi d'une prime de fin d'année ou d'un chèque cadeau d'une valeur de 100€, la reconnaissance, etc... Pire, après un « one man show » de 35mns, il nous a annoncé devoir nous quitter quelques minutes plus tard...

Nous avons tout de même abordé quelques points, sans avoir été écouté...

Au-devant d'une telle méprise, les représentants CGT du CHSCT ont décidé de lire une déclaration liminaire (voir ci-dessous), et de claquer la porte du CHSCT du 07 décembre pour montrer notre mécontentement, exprimer notre ras le bol des groupes de travail qui n'aboutissent à rien, mais surtout par solidarité envers nos collègues grévistes...

A la vue de la forte mobilisation du 07 décembre des travailleurs sociaux de notre collectivité, mais également des AF et de collègues d'autres services, la CGT du CD80 a décidé de maintenir la pression auprès de l'exécutif, et a envoyé un courrier au Président lui demandant d'ouvrir enfin les yeux sur la souffrance de SES agents...

D'autres mobilisations sont prévues dès le début 2022, et nous reviendrons vers vous pour en fixer les modalités.

La CGT du CD80 toujours aussi proche des agents pour défendre leurs droits et leurs conditions de travail.



**10%
Immédiatement**

DÉCLARATION CGT AU CHSCT DU 07 DÉCEMBRE 2021

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les membres du CHSCT.

Aujourd'hui, les agents territoriaux sont appelés à la mobilisation, et plus particulièrement ceux du secteur social et médico-social.

La CGT du CD80, a déposé un préavis de grève pour la période du 07 au 31 décembre 2021 pour l'ensemble des agents du département.

En effet, depuis trop longtemps, nos alertes et interventions ont été entendues mais pas écoutées.

Suite à la grande souffrance des agents de la protection de l'enfance, un COPIL ASE a été mis en place, en affirmant qu'il y aurait des décisions prises sur le long terme, mais surtout à court terme, afin de soulager les agents de ce service en manque cruel de personnel.

L'exécutif a acté l'embauche de 5 agents, qui, au jour d'aujourd'hui, se font toujours attendre. Des questions se posent : la collectivité ne serait-elle pas attractive ? Au vu des difficultés de réalisation des missions, les postulants seraient ils découragés avant même d'arriver ? : Cela fait un an que ce COPIL est en place, et force est de constater que les conditions de travail de ces agents se dégradent de plus en plus. Nous pouvons d'ailleurs le constater dans le bilan de l'état de la collectivité (arrêt maladie, mobilité, démission, ...). Il faut, à un moment arrêter de se voiler la face, et d'annoncer que les OS font trop bien leur travail en incitant les agents à déclencher le dispositif souffrance au travail...

Autre exemple, et pas des moindres, le garage départemental. Depuis plus de deux ans, bon nombre d'agents de la collectivité sont en grande souffrance. Les arrêts maladies, les demandes de mobilité et les demandes de disponibilité sont récurrents.

Une nouvelle fois, suite à notre interpellation, une enquête a été réalisée, et Mr Noiret a effectué des entretiens individuels qui ont été sans appel. Des actions devaient être rapidement mises en place, mais entre-temps, nouvelle majorité, nouveau DGS. Suite à une deuxième alerte des OS, il est proposé de refaire des entretiens... Croyez-vous réellement que cela va servir à quelque chose ? Si ce n'est à ne pas faire de vague avant le renouvellement de la convention CD/SDIS... Le Président du Conseil Départemental serait-il en délicatesse avec le Président du SDIS ??? Petite pointe d'humour, même si nous n'avons pas envie de rire...

Vous avouerez qu'il est tout de même dommageable de se priver de mécanicien avec un savoir-faire technique qui n'est plus à prouver...

Les agents des routes ne sont pas non plus épargnés. Suite aux différents "couacs" de l'hiver dernier, où le Président accorde plus d'importance à ce qui peut être diffusé sur les réseaux sociaux que ce qui se passe réellement sur le terrain, une rencontre a eu lieu entre notre organisation et la direction. Il avait été entendu que le DOVH nécessitait certainement une actualisation, et qu'il serait opportun d'y associer les représentants du personnel. Malheureusement, depuis le 1er février dernier, nous attendons cette rencontre. La VH a repris depuis le 1er novembre, en espérant qu'il n'y ait pas, à nouveau, de multiples dysfonctionnements. Notons tout de même que le responsable du service exploitation, parti à la retraite depuis, nous a avoué qu'au bout de 4 jours de neige continue, nous n'aurions plus les moyens d'intervenir. Je précise qu'il n'a jamais fait partie de la CGT...

Et que dire des agents des collègues ? Depuis le début de la pandémie, nos collègues voient leur travail décuplé en raison des protocoles changeant régulièrement. A cela s'ajoute parfois la pression mise par leur gestionnaire ou principal. Le sentiment d'être abandonné

par la collectivité n'est pas nouveau, et s'accroît même au fil du temps. Nombre d'entre eux voient leur emploi du temps changer en cours d'année, sans concertation pour essayer de trouver des solutions ou des pistes d'amélioration... Ces agents souffrent en silence, ne sachant vers qui se tourner, et ayant perdu confiance en leur employeur.

Nos collègues assistants familiaux, quant à eux, n'arrivent toujours pas à trouver leur place au sein de l'équipe pluridisciplinaire. Ils se retrouvent souvent seuls face à des situations dramatiques, sans réponse concrète et rapide de leur hiérarchie. Ce sentiment de solitude et de manque d'accompagnement est à mettre en lien avec l'absence de référent. Là encore, le groupe de travail « assistants familiaux » a bien été mis en place, mais quelle réponse aux nombreux problèmes que nos collègues rencontrent au quotidien a été apportée ?

Nous venons, Madame la Présidente, de vous donner quelques exemples marquants de l'état psychologique de vos agents. Nous pourrions, bien entendu continuer à vous en citer, mais nous n'aurions pas assez de temps.

Nous vous l'avons répété maintes fois : la vitrine départementale que vous présentez aux samariens est belle et attrayante, mais malheureusement l'arrière-boutique est tout autre et se casse la figure.

Il est grand temps d'ouvrir les yeux sur ce que les agents subissent réellement au quotidien, d'engager une vraie concertation avec eux, ne plus entendre mais écouter ce que les représentants du personnel ont à vous dire, et arrêter de croire que les agents s'opposent aux changements...

C'est pour cela, Madame la Présidente, par solidarité envers les agents grévistes et envers ceux qui souffrent de la maltraitance institutionnelle, que les représentants CGT du CHSCT, ont décidé de ne pas attendre vos réponses à cette déclaration, et de ne pas siéger à ce CHSCT.